

[Tel que prononcé/As delivered]

Discours de Son Excellence Madame Justine Nisubire, Ambassadeur, Représentante permanente du Burundi auprès de la FAO, lors de la 39^{ème} Session de la conférence de la FAO, Rome 06-13 juin 2015

Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences Mesdames, Monsieur les Représentants des pays membres,
Monsieur le Directeur Général de la FAO et son bureau,
Monsieur le Président de la séance,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur et un réel plaisir pour nous d'être parmi vous aujourd'hui pour prendre part aux travaux de la 39^{ème} Session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture qui porte sur des questions sociales de la planète.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'adresser, au nom du Gouvernement du Burundi et en mon nom propre, toute notre gratitude à la FAO et en particulier à son Directeur général Monsieur Graziano da Silva et ses collaborateurs pour la bonne organisation de cet important événement.

Par la même occasion, nous voudrions saluer, en toute sincérité, la bonne collaboration entre le Gouvernement du Burundi et la FAO.

Mesdames, Messieurs,

En se référant au thème du jour, en 2012, le Gouvernement du Burundi et la FAO se sont convenus d'élaborer un cadre de programmation, axé sur quatre axes stratégiques prioritaires, pour une période de 5 ans (2012-2016), aligné aussi bien aux priorités nationales qu'aux objectifs stratégiques globaux de l'Organisation.

Cet outil important de programmation stratégique a bien défini la réponse aux besoins d'assistance à moyen terme et a fourni aux partenaires de l'Organisation une vision globale de la portée de la stratégie de la FAO au Burundi.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La FAO et le Gouvernement du Burundi, guidés par les aspirations et la vision nationale en matière de développement socioéconomique, se sont engagés à intensifier leurs efforts pour mobiliser la population rurale burundaise, les partenaires nationaux, régionaux et internationaux impliqués dans le secteur rural, la sécurité alimentaire et l'environnement, afin de mettre en œuvre le Cadre de Programme Pays (CPP) et contribuer ainsi à la promotion d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et équitable pour le bien-être du peuple Burundais.

Ainsi, dans le but d'opérationnaliser ce cadre de programmation Pays, des ressources ont été conjointement mobilisées et la Représentation de la FAO au Burundi a un portefeuille de 10 projets nationaux, 10 projets régionaux et 5 projets en pipe-line.

Ces fonds sont essentiellement affectés aux activités de réintégration socio-économique des populations vulnérabilisées par les changements climatiques, les conflits armés, ainsi que des personnes affectées et infectées par le VIH/SIDA; de réhabilitation et de développement du secteur agricole et de la protection des ressources naturelles; de suivi de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'aux activités d'appui à la planification et la coordination du secteur agricole et le développement rural.

Mesdames et Messieurs,

Le Burundi figure parmi les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde. Des efforts ont été déployés ces quatre dernières années et des avancées significatives sont enregistrées. A titre d'exemple, le taux de malnutrition chronique pour les enfants de moins de 5 ans est passé de 58% en 2010 à 48% en 2014.

Nous saisissons cette occasion pour remercier vivement tous nos partenaires, et en l'occurrence la FAO, pour leur appui inlassable apporté au Gouvernement dans la lutte contre ce fléau.

En effet, la FAO à travers sa Représentation, en synergie avec d'autres partenaires dans le pays, a apporté un précieux appui au processus d'adhésion du Burundi au Mouvement SUN et a soutenu la mise en place et le fonctionnement de la plateforme multisectorielle de lutte contre la malnutrition. La FAO a participé à l'élaboration du plan stratégique multisectoriel de lutte contre la malnutrition au Burundi et à la mobilisation des ressources pour sa mise en œuvre.

De plus, à travers le financement du Fond spécial de solidarité africaine, le Burundi a obtenu un budget remarquable pour promouvoir la diversification agricole et réduire la pauvreté, lutter contre la malnutrition et promouvoir les opportunités de création d'emploi des jeunes au Burundi.

Enfin, au cours de l'année 2015, le Gouvernement du Burundi a mis dans son agenda, l'activité de revue du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) et la formulation de la nouvelle Stratégie Agricole Nationale (SAN), 2^{ème} génération. Toutes ces activités ont été soutenues par la FAO à travers son assistance technique.

Excellences, Mesdames es et Messieurs,

Nous ne saurions terminer cette intervention, sans toutefois profiter de cette occasion historique, pour remercier solennellement M. Graziano da Silva pour les réformes engagées au cours de l'exercice de son mandat, ses œuvres avérées au sein de l'Organisation, qui ont permis d'atteindre des résultats louables à travers le monde et plus particulièrement dans mon pays pour ne parler que de ceux que je connais le mieux.

Je voudrais proclamer de vive voix que le Gouvernement burundais qui m'a mandaté, réaffirme son soutien à cette illustre personnalité et l'encourage d'aller de l'avant dans sa noble mission d'aider le monde à se libérer de la faim et de la pauvreté.

Je vous remercie de votre aimable attention.